

ACTUALITE du 8 juillet 2024

Assemblée Nationale, quelles conséquences pour l'épargne des français ?

Selon les résultats définitifs du ministère de l'Intérieur, voici la nouvelle composition de l'Assemblée Nationale : le Nouveau Front populaire décroche 184 députés dans le prochain Hémicycle contre 166 pour le camp présidentiel. Le Rassemblement national serait à 143 sièges.



Source : Le Figaro, Ministère de l'Intérieur, 8 juillet 2024

Alors, comment réagir aux résultats des élections législatives en tant qu'investisseur et quels sont les bons réflexes à adopter pour son épargne ?

Deux adresses pour mieux vous servir mais des coordonnées identiques : TÉL. : 04 91 71 24 14 • E-MAIL : info@patrimoinesa.fr
Bouches-du-Rhône : EDEN ROC V, 45 RUE DE LA TURBINE, 13008 MARSEILLE • Var : 37 RUE DU DOCTEUR LOUIS MARÇON, 83150 BANDOL

SAS au capital de 150 000 € - RCS de Marseille 37960454900012 - APE 7022Z -TVA intracommunautaire FR00379604549 - Activités : Conseiller en Gestion de Patrimoine ; Courtier d'Assurance "B" ; Courtier en Opérations de Banque et en Services de Paiement ; Conseiller en Investissements Financiers ; Agent Immobilier Transaction n° 1310 2017 000 020 766 ; Honoraires et rétrocessions admis. Membres agréés (01/738) : Chambre Nationale des Conseils Experts Financiers, CNECF (1958) ; CNCIF agréée AMF (2006) ; CNCIOB reconnue ACPR (2012) ; CNCIEP (2013) ; Conseil Patrimonial de Famille (2014) Société sous le contrôle des Chambres Nationales ci-dessus (103 bd Haussmann, 75008 Paris), de l'ORIAS (n° 07002588. www.orias.fr), de l'AMF (17 place de la Bourse, 75002 Paris), de l'ACPR (4 place de Budapest 75009 Paris), de la Chambre de Commerce de Marseille. Assurance en Responsabilité Civile Professionnelle et Garanties Financières conformes au Code des Assurances et au Code Monétaire et Financier.

Les marchés financiers ont toujours été assez peu friands des surprises et surtout des instabilités politiques et financières. Cela s'est encore illustré, le 10 juin 2024, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale avec le CAC 40 qui a perdu 2%. La baisse a même été de 6,2% sur la semaine achevée le vendredi 14 juin, soit sa pire baisse hebdomadaire depuis mars 2020...

À l'inverse, le 1^{er} juillet 2024, au lendemain du 1^{er} tour des élections législatives où le RN est ressorti avec une majorité des votes, comme ce fut annoncé par les sondages, le CAC 40 a gagné jusqu'à 2,8% peu après l'ouverture. Signe que les marchés financiers avaient anticipé ces résultats sans surprise.

Au lendemain du deuxième tour qui a accouché d'une majorité de députés de l'union de la gauche, il serait intéressant d'analyser quelles peuvent être les conséquences sur l'épargne des français. Et surtout, quels sont les réflexes à adopter pour éviter une certaine volatilité, et ce, peu importe le futur politique.

Les différences dans les programmes politiques

Le programme du Rassemblement National : sans grand impact pour les marchés financiers.

Le nombre de sièges du RN à L'Assemblée Nationale : Avec environ 143 sièges, le Rassemblement National (RN) se place en 3^{ème} position en nombre de sièges à l'assemblée.

Son programme économique tend vers un certain allègement de la pression fiscale, notamment dans le domaine de l'immobilier.

Les mesures les plus marquantes du programme RN :

- Remplacement de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) par l'Impôt sur la Fortune Financière (IFF) : La résidence principale et les actifs professionnels seraient exclus du champ de l'impôt. A contrario, les actifs financiers comme les actions seraient ciblés.
- Exonération des droits de succession à hauteur de 300.000 € spécifiquement sur les biens immobiliers.
- Renouvellement de l'abattement de 100.000 € sur les donations en ligne directe tous les 10 ans (au lieu de 15 ans actuellement).
- Exonération totale de l'impôt sur la plus-value immobilière après 15 ans de détention (au lieu de 30 actuellement).

Le programme économique du RN tend principalement vers une baisse d'impôt dans tous les domaines (immobilier, baisse de la TVA sur certains produits, suppression de l'IR pour les moins de 30 ans...)

Ce programme serait donc plutôt bien accueilli par le monde de l'entreprise et les marchés financiers, car celui-ci ne représente pas un grand chamboulement.

À noter cependant que Patrick Martin, président du MEDEF, principal syndicat patronal, estime le programme du RN "dangereux pour l'économie" : rétropédalage sur la réforme de l'assurance chômage et la réforme des retraites, baisse de la TVA, Impôt sur la Fortune Financière...

Principale interrogation : L'éventuelle désincitation à l'investissement financier en cas de transformation de l'IFI en IFF qui vise principalement les investissements en actions.

Chiffrage du programme : Le coût de ce programme est chiffré à 71 milliards d'euros selon l'institut Montaigne.

Le programme du Nouveau Front Populaire : le programme le plus craint par les marchés financiers.

Le nombre de sièges du NFP à L'Assemblée Nationale : C'est le parti qui remporte le plus de sièges, avec 184 députés.

Le programme économique du NFP serait celui qui apporterait le plus de bouleversement dans le monde économique et le moins bien accueilli par les marchés financiers.

Les mesures les plus marquantes du programme NFP :

- Augmentation du smic à 1.600 € net.
- Suppression de la Flat Tax de 30 % sur les revenus de capitaux mobiliers.
- Instauration d'un nouveau barème de l'impôt sur le revenu avec 14 tranches allant de 0% à 90% pour la portion de revenus supérieurs à 411.000€.
- Retour de l'ISF, qui a été remplacé par l'IFI en 2018.
- Taxation à 100 % pour la portion d'héritage au-delà de 12 millions d'euros.
- Augmentation de la Taxe sur les Transactions Financières pour l'achat d'actions de sociétés françaises dont la capitalisation boursière dépasse 1 milliard d'euros (LVMH, Carrefour, Renault...)
- Augmentation de l'impôt sur la plus-value immobilière.
- Généralisation de la taxation des superprofits au niveau européen.

À l'inverse du programme économique du Rassemblement National, le programme du NFP tend clairement vers une hausse d'impôts généralisée dans tous les domaines (financier, immobilier...). Ce programme est sans conteste le moins bien accueilli par le monde financier et le monde de l'entreprise : "Les citoyens doivent se rendre compte combien cela serait néfaste pour l'économie française, leur pouvoir d'achat et l'emploi" Dixit Patrick Martin (Président du MEDEF). "Le NFP a le programme le plus agressif sur le plan budgétaire, tant en termes de dépenses que d'impôts, et le marché se méfiera de la perspective de les voir au gouvernement aujourd'hui ou plus tard, ce qui entraînera une augmentation des déficits, avec les inquiétudes qui en découlent quant à la viabilité de la dette et aux relations tendues avec l'Europe", notent de leur côté les stratégestes de Deutsche Bank.

Principale interrogation : Quelles seraient les conséquences de ce programme d'un point de vue attractivité pour la France ? Fuite des capitaux et des entreprises ayant les moyens de s'exporter ? Repoussoir pour les investisseurs étrangers ?

Chiffrage du programme : Le coût de ce programme est chiffré à 179 milliards d'euros selon l'institut Montaigne, soit le coût le plus élevé des 3 programmes évoqués.

Le programme de la majorité présidentielle Ensemble : vers une simple continuité

La majorité présidentielle, qui se place en deuxième position en termes de sièges, propose un programme dans la continuité de ce qui a été fait.

Les mesures les plus marquantes de son programme :

- Pas d'augmentation d'impôts.
- Conservation de la réforme de l'assurance-chômage.
- Augmentation de l'abattement sur les droits de succession à 150.000 € en ligne directe (enfants) et 100.000 € en ligne indirecte
- Suppression des frais de notaires pour les primo-accédants lors de l'achat d'un logement jusqu'à 250.000 €.
- Maintien de la réindexation des pensions de retraites sur l'inflation.
- Rénovation de 300.000 logements d'ici 2027 en créant un fonds de rénovation énergétique financé par une taxe sur les rachats d'action.

Avec des mesures en faveur de l'augmentation du pouvoir d'achat pour l'ensemble des français, ce programme s'inscrit dans la continuité de ce qui a été entrepris jusqu'à présent. Cela ne représenterait aucune grande surprise et donc volatilité pour les marchés financiers.

Principale interrogation : Quid de la réforme des retraites qui a été suspendue et pour laquelle les autres partis souhaitent son abrogation ?

Chiffrage du programme : Le coût de ce programme est chiffré à 21 milliards d'euros selon l'institut Montaigne, soit le coût le plus faible des 3 programmes évoqués.

Alors, qu'en penser, que faire ?

Comme nous l'attendions, les élections en France ont abouti à une Assemblée fragmentée, mais la nouvelle hiérarchie des trois grands blocs politiques, menés par le Nouveau Front Populaire (coalition de gauche, NFP), suivi par Ensemble (majorité présidentielle centriste), puis par le Rassemblement National (RN) et ses alliés, a été une surprise.

Malgré cette victoire surprise de la gauche au second tour des élections de dimanche en France, il semble peu probable qu'elle soit en mesure de former un gouvernement, puisqu'elle ne dispose pas des 289 sièges nécessaires pour obtenir une majorité absolue et que les alliances politiques avec les autres partis de l'Assemblée Nationale ne semblent pas suffisantes pour former une coalition efficace. Toutefois, le score meilleur que prévu du parti Ensemble du Président Emmanuel Macron ouvre la possibilité - et peut-être l'issue la plus probable - d'une coalition dite « arc-en-ciel » où la gauche et la droite modérées rejoindraient le bloc centriste. Un tel résultat serait probablement le meilleur du point de vue de l'Europe.

Depuis la première élection du président Macron il y a sept ans, le pays a connu une période économique favorable, soutenue par un environnement propice aux affaires, une certaine discipline budgétaire, des réformes structurelles et un régime fiscal stable. Les années à venir risquent d'être moins favorables pour l'économie, les investisseurs et les entreprises.

Les prochains jours et les prochaines semaines seront marqués par l'incertitude, des négociations politiques et peut-être par d'autres surprises. **Mais l'attention se portera rapidement sur la situation budgétaire de la France, quelle que soit le gouvernement en place. La dette reste le problème majeur de la France.** Une assemblée sans majorité pourrait entraîner des retards importants dans l'assainissement budgétaire, et ce, même en cas d'une coalition « arc-en-ciel » qui pourrait entraîner un nouveau dérapage budgétaire, car la gauche, même modérée penche en faveur d'une politique budgétaire plus souple.

Le marché sera probablement soulagé d'avoir évité le pire, mais l'incertitude persistante à court terme maintiendra probablement les primes de risque à un niveau élevé par rapport à leurs niveaux d'avant les élections. L'écart entre l'OAT et le Bund pourrait se resserrer de quelques points de base supplémentaires au cours des prochains jours, mais nous pensons qu'il est peu probable qu'ils reviennent à la fourchette d'avant élections.

Le mouvement initial de baisse de l'euro reflète probablement les bons résultats des partis de gauche, mais une évolution vers une coalition « arc-en-ciel », potentiellement plus stable, pourrait permettre à la monnaie de se renforcer encore davantage.

Les actions françaises semblent, dorénavant, avoir le potentiel de hausse le plus élevé, après avoir été vendues en masse suite à l'annonce surprise de la dissolution.

Mais la prudence reste de mise avec une volatilité qui restera forte avec des annonces surprises.

Comment se prémunir de la volatilité des marchés boursiers ?

Pas de solution miracle pour gagner 30% par an peu importe les prochaines lois de finance !
Nous allons simplement nous contenter de rappeler les quelques bases de la gestion de patrimoine.

Diversifier ses placements : “Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier”

La diversification doit être la règle la plus importante en gestion de patrimoine tant d’un point de vue géographique que d’un point de vue thématique.

D’un point de vue géographique, si vous êtes surexposés au marché français, alors ces derniers jours, votre portefeuille financier a dû ressembler à des montagnes russes. Et vous risquez d’être sur le qui-vive ces prochains jours en attendant de voir les conséquences financières de cette nouvelle assemblée.

Pour éviter sur exposition totale sur le marché français, vous pouvez opter pour le marché américain (néanmoins celui-ci est aussi sous tension avec leur élection présidentielle) ou encore le marché helvétique. En effet, la Suisse jouit d’une réputation de pays neutre et stable, avec une économie solide et un système politique robuste. Historiquement, ce contexte inspire confiance aux investisseurs, faisant de la place financière suisse un refuge incontournable.

En cette période de crise politique en France (voire aux USA), les actions suisses offrent une alternative intéressante.

Vous pouvez aussi opter pour un fonds « Monde » (MSCI WORLD) où la France représente moins de 3% de la composition ou d’investir sur l’indice européen, sur les pays émergents... Et ainsi diminuer le risque d’une surexposition à un seul marché mais attention tout investissement en dehors de la zone Euro entraîne un risque de perte en capital supérieur par l’exposition de vos investissements sur une devise étrangère.

Ensuite, d’un point de vue thématique, la diversification sectorielle est la clé d’un patrimoine équilibré et surtout la meilleure arme contre la volatilité d’une classe d’actifs.

Nous n’avons pas la boule de cristal, il est donc indispensable de mixer entre immobilier, actions, obligations, fonds euros afin de subir le moins possible les conséquences politiques à venir.

Vous avez de l’épargne à placer aujourd’hui, comment faire ? L’investissement progressif, une solution pour se protéger des secousses politiques

Vous voulez investir mais vous ne savez pas si c’est le bon moment puisque plusieurs questions restent sans réponse, et cette situation peut durer quelques semaines voire quelques mois.

Dans un monde idéal, nous aimerions tous vendre au plus haut et acheter au plus bas... Le moment parfait pour investir n’existe pas. C’est là qu’intervient la solution de l’investissement progressif. Cette méthode consiste à investir la même somme tous les mois dans une classe d’actif afin de lisser ses points d’entrée et donc son coût d’achat moyen. Cette méthode est typiquement adaptée à l’investisseur qui souhaite se prémunir contre les fortes volatilités et ainsi éviter l’ascenseur émotionnel.

L’inconvénient de cette méthode est qu’en cas de marché haussier sur une longue période, l’investissement progressif est moins efficace que l’investissement one-shot...

L’investissement progressif ou l’investissement one-shot doit être choisi en fonction de sa situation, de ses objectifs et surtout selon ses convictions personnelles de l’évolution des marchés financiers.

Et plus précisément, que penser des actions françaises ?

Du côté des actifs risqués, bien que les actions françaises du CAC 40 aient déjà sous-performé par rapport aux actions de l’indice européen depuis l’annonce surprise de la dissolution de l’Assemblée le 9 juin, le climat politique français constitue un frein à court terme. Nous restons donc prudents en attendant de meilleures opportunités d’entrée. Cependant, étant donné que le poids des activités des entreprises du CAC 40 réalisées en France demeure limité (environ 20 %), les actifs risqués devraient réagir davantage à l’environnement macroéconomique et à l’orientation des politiques monétaires, marquées par les perspectives de baisses de taux de la BCE et de la Fed au second semestre 2024.

Sur le temps long, l'investisseur diversifié maître de ses émotions ressortira toujours gagnant

Aucun bloc n'a obtenu la majorité absolue de 289 députés. En conséquence, de nombreux scénarios sont possibles au lendemain des résultats de ces élections : composition du prochain gouvernement, nom du Premier Ministre, dans quelles mesures les programmes peuvent être appliqués... Dans ce contexte, il est indispensable de ne pas paniquer, **les mots d'ordre doivent être la diversification et surtout la patience**. Rien ne sert de désinvestir, il y a toujours des opportunités. Historiquement, sur le moyen/long terme, les marchés financiers ont toujours su se relever des crises et servir des performances annuelles supérieures à l'inflation.

Le temps et la maîtrise de vos émotions doivent être vos meilleurs alliés !

6

Quelles anticipations aux décisions à venir ?

Là non plus, nous n'avons pas la boule de cristal et nous ne pouvons pas prédire les tractations ou les lois qui seront votées...et même s'il y en aura !

Le moment de vérité viendra en septembre, date à laquelle doit être votée la loi des finances. Dans le cas d'absence de consensus, c'est le budget 2024 qui serait prolongé et donc un déficit largement supérieur à 3 %. L'incertitude politique et l'application de mesures posant un défi au retour à l'équilibre des finances pourraient entraîner un ralentissement de la croissance. Rappelons que le 31 mai, S&P Global Ratings avait abaissé la note de crédit à long terme de la France de AA à AA-. Qu'avec un ratio dette/PIB de 110 %, le déficit français s'élève déjà à 5,5 % du PIB en 2023 et le pays a été mis sous procédure de déficit excessif par la Commission européenne le 19 juin.

Suite aux résultats des élections législatives, nous avons reçu de nombreuses sollicitations de clients, soucieux d'anticiper certaines décisions pour protéger et sécuriser leur patrimoine, leur entreprise, leurs héritiers.

En effet, bien qu'aucune majorité claire ne se soit dégagée à l'Assemblée Nationale, il est probable que la politique budgétaire de la France dans les prochaines années aboutisse à une hausse des prélèvements obligatoires sur les revenus et sur le patrimoine.

Certains dispositifs, comme le pacte Dutreil, pourraient en être les premières victimes collatérales, mais d'autres sujets tout aussi brûlants comme l'ISF, Flat-tax, transmission, immobilier, expatriation peuvent être abordés dès à présent selon vos projets à court ou moyen terme.

C'est dans ce cadre quelque peu inédit que nous vous proposons d'organiser des sessions individuelles pour ceux qui souhaitent bénéficier d'un conseil de haut niveau pour anticiper, transmettre et piloter la fiscalité de leur patrimoine dans ce contexte incertain.

